

Un document reçu hier à 16h35. Cela ne permet pas de contre argumenter mais de réagir et de mettre en doute certains points du document... 4 points

1) Tout d'abord ne sont pas abordées les difficultés

- dans la production quotidienne : absence de matériel adapté (imprimante toujours en commande) ou plus en état de fonctionner (pas d'encre)+ dysfonctionnements des lignes téléphoniques et des réseaux informatiques+ les outils de travail gardés par les DETS (caméra, écran, outils de travail...y compris les voitures de service dans des SDJES du sud de la France), nombre insuffisant de sièges (sièges tournants entre les collègues), immobilier insuffisant (manque de bureaux, manque de salles de réunion...) ou non ou mal chauffé et en travaux...

- dans les circuits de signature extrêmement compliqués et non efficaces (perte de notre souplesse et réactivité)

- le recours de plus en plus important à des personnels contractuels non formés sur des contrats courts voire très courts, renouvelés au dernier moment (cela concerne le travail administratif et le travail de PTP, y compris des administratifs recrutés pour faire un travail de PTP!!)

- les problèmes de gestion des congés ne sont toujours pas réglés (erreurs de calcul pour des collègues, absence des 2 jours de fractionnement pour tous en Bretagne, fermeture et congés imposés sur les vacances scolaires c'est à dire inadéquation des règles Educ Nat au champ JS, cas d'une personne en CDI dont le salaire a été interrompu, et qui ne touche toujours pas l'intégralité de la paye)

- problèmes d'inscription, de prise en charge des formations auxquelles les personnels ont le droit (invocation de ligne budgétaire dépensée, ou d'absence d'enveloppe pour les formations des personnels JES), non fonctionnement des processus de convocation par les DAFPEN, etc.

- dysfonctionnements des plateformes pour la prise en charge des frais de déplacements

2) A ce jour en Bretagne à part les organigrammes, aucune page dédiée à JES pour les SDJES d'aucun département et nous aimerions bien savoir dans quelle newsletter académique et à quel sujet ont été abordés les sujets JS (cf. fin du document). Les mises à jour ne sont pas réalisées, exemple DRAJES Grand Est qui a déménagé et dont l'ancienne adresse figure toujours sur le site internet.

3) Pas de personnel d'accueil dédié JES dans les DSDEN et aucun accueil des personnels JES par les académies pour faciliter l'interconnaissance avec les conseillers pédagogiques EN et le fonctionnement des DSDEN ni du rectorat, absence de rencontre avec les services JES pour tisser des alliances éducatives, partager des ressources, des enjeux éducatifs + aucune intégration des missions et services JES dans les projets académiques

4) Les réponses mentionnées dans le document n'ont aucun rapport avec les difficultés soulevées (astreinte, CIA, ...)

**Pour finir :**

**Certes, il y a un contexte sanitaire qui a tout désorganisé, mais aujourd'hui il y a un service public complètement démuni.**

**- Le temps passé à la recherche de solutions, à chercher l'interlocuteur, à comprendre les circuits de décision, c'est du temps perdu pour la mise en œuvre des politiques publiques. En outre, la mise en application des démarches administratives, la fameuse digitalisation, fabrique un service public IKEA, qui laisse aux usagers, et aux agents et agentes, la responsabilité de tout faire. Pour les plus anciens, du temps des DRDJS et DDJS, des collègues administratifs en nombre suffisant et avant les mutualisations à outrance géraient nos frais de déplacement, commandaient les billets de train, le papier, etc. Nous pouvions alors faire notre métier technique et pédagogique pour les PTP ou notre métier d'inspection pour les IJS. Nous pouvions également être sur le terrain en lien avec les usagers et avec nos partenaires.**

**- Aujourd'hui, les équipes de direction sont mobilisées par l'immédiat, par l'urgence ; ce qui les laisse dans l'incapacité de penser, préparer des stratégies autres que celles qui leur sont imposées : place aux CODIR qui raisonnent en circuit fermé !**

**Tout cela finit par détruire le service public.**